

## **Dakar, proie des eaux. Sociologie de la ville catastrophée**

Résumé de thèse

Leclercq Romain

Les évolutions politiques et écologiques récentes à l'échelle de la planète ont conduit les sciences sociales à reproblématiser certains de leurs objets, au premier rang desquels l'action humaine et son interaction avec l'environnement, mais aussi les formes de gouvernement dans des mondes hantés par la possibilité d'une catastrophe. Dans les pays du Sud, les villes sont le théâtre de transformations écologiques majeures, en rendant l'étude particulièrement pertinente pour observer l'imbrication ces deux mouvements. En Afrique de l'Ouest, les quartiers populaires subissent depuis une vingtaine d'années des inondations de plus en plus fréquentes, conséquences à la fois d'un mode d'urbanisation spécifique, et d'une forme de gouvernance urbaine caractérisée par le désengagement relatif de l'Etat, et la forte extraversion du pouvoir. La catastrophe y est une réalité « déjà là », caractérisant à la fois les modes d'habiter dans ces villes, les collectifs et agencements « plus qu'humains » qui en émergent, et les formes de l'action politique « d'adaptation » des milieux. A travers une ethnographie multi-située des inondations dans la banlieue de Dakar, cette thèse vise à rendre compte des modes de production intriqués de l'action publique et des milieux urbains dans ces paysages « catastrophés ».

Dakar, comme toutes les villes du monde, s'est en effet construite au sein d'histoires intriquées d'entités diverses, ici les peuples lébous et colonisateurs, les « dakarois » et les « banlieusards », l'Etat et la ville, les dunes et les formations aquifères. L'urbanisation dite informelle, souvent analysée au prisme de ses conséquences sociales/humaines, y constitue un mode de production de l'espace urbain co-dépendant des agencements sableux, hydrologiques et climatiques par lesquels elle s'étend, et dont les habitants subissent les rétroactions selon une écologie particulière. Dans les quartiers inondés, les formes d'affectations mutuelles apparaissent ainsi au cœur de « l'expérience » des inondations, à la fois vécu de « la » catastrophe et formes de l'habiter « dans et par » la catastrophe. C'est à partir de cette expérience que je reconstitue les manières dont émergent l'inondation dans la banlieue dakaroise comme phénomène urbain, constitué au cœur d'interactions socio-matérielles toujours renouvelées, et comme phénomène politique, déterminant des possibilités de vie dans des milieux catastrophés.

Au Sénégal, l'histoire de la constitution des inondations comme objet d'action publique est redevable d'une histoire de la gestion urbaine. Ces dernières deviennent en effet « traitables » par différents acteurs, issus des institutions publiques, des ONG et institutions internationales ou du milieu associatif, à mesure qu'elles sont problématisées et diagnostiquées comme des phénomènes redevables d'une action de secours, ou nécessitant une adaptation plus « structurelle » du territoire, pensée comme une question d'infrastructure urbaine ou de démocratie locale. Les narratifs des inondations et de la ville qui émergent au cours de cette histoire se présentent comme des outils de coordination indispensables aux différents acteurs qui composent ce qui se constitue progressivement comme l'action publique de gestion des inondations. A Djiddah Thiaroye Kao, une municipalité de la banlieue de Dakar, ces narratifs s'intègrent aux formes de critiques, de jugements et de justifications sur le « bien commun » poursuivi par des collectifs différemment engagés dans la gestion des inondations. Il est possible, à partir de ces épreuves de justifications et des actions collectives qui leur sont corolaire, de distinguer des agencements intriqués d'action publique de gestion des inondations.

J'en distingue trois dans cette thèse. Le premier, « labile structuré », est le fait d'habitants et de collectifs s'engageant dans la gestion locale des inondations au sein de leurs quartier. Pour ce faire, ils acquièrent des « compétences », soit une capacité performée et reconnue d'application d'une forme ou d'une autre de gestion d'une situation d'inondation locale en coordination avec d'autres acteurs plus ou moins « en charge » de cette gestion. Au niveau de ces acteurs, qui ne disposent souvent pas de qualifications formelles pour ce faire, les agencements ainsi produits sont labiles mais structurés. Ils consistent en effet en un rassemblement et une articulation de discours, de dispositifs matériels et d'actions, qui peuvent prendre différentes formes en fonction de la situation à « traiter », mais sont en partie orientées par d'autres dispositifs et agencements à la forme plus stables, au premier rang desquels les narratifs et les infrastructures.

Le second est infrastructurel. Il met en forme des outils, de la matière et des territoires pour produire des « états de fait », soit des descriptions et des formes de gestion de la catastrophe s'appuyant sur des « faits » activement conçus comme des « vérités » ou des prérequis à l'action. La construction dans la banlieue de Dakar d'un réseau de drainage des eaux pluviales, impliquant un schéma du « comportement » des eaux et l'éviction des habitants occupant « leurs » territoires, constitue l'un des pôles de cette action publique. Depuis les bureaux de la banque mondiale et des ministères de la ville et de l'assainissement aux ruelles de la banlieue, il s'agit de solidifier un environnement urbain considéré comme une entité adaptable et susceptible de faire en cela l'objet d'une intervention technique.

Le troisième consiste en une « plateforme d'action publique ». A la différence de l'infrastructure, cet agencement se veut généraliste dans son objet mais spécifique dans sa cible et dans les acteurs qui le font tenir. Il est censé être produit et maintenu par les habitantes et habitants des quartiers précaires, et vise à ce titre à adresser les besoins de ces derniers. Cet agencement est avant tout un modèle voyageur, produit d'un contexte spécifique mais connectant, à force de transformations et d'importations, différents quartiers précaires à travers le monde. Mais ces quartiers ne sont pas les seuls à être ainsi connectés. Cet agencement vise en effet à produire les habitants de ces quartiers en bénéficiaires actifs de services apportés par des pourvoyeurs publics ou privés, auxquels ces habitants participent en adaptant leurs « besoins » à « l'offre » des pourvoyeurs (et inversement), en leur montrant la voie, en participant à la concrétisation du service dont ils entendent bénéficier, en fournissant l'infrastructure de paiement de ces services et les informations les justifiant. Adapté à l'expression de « besoins » néanmoins, cet agencement transforme des problèmes publics en problèmes propres à des *communities*, et peine de ce fait à prendre en charge une certaine qualité de problèmes comme ceux impliquant l'ensemble de l'organisation urbaine et pas uniquement les quartiers précaires, comme cela semble être le cas des inondations. L'ensemble de ces agencements interagissent, produisant ainsi à la fois les paysages de la ville catastrophée, et les possibilités d'y agir.

Instabilités des conditions environnementales, d'existence et d'action collective, ces caractéristiques rappellent le contexte de bien d'autres villes à travers le monde. Si la question réside désormais dans le « où et comment atterrir », alors cette thèse y donne une réponse contrastée, dépendante de la solidité des agencements qui lient des capacités d'actions à des entités et des récits intrinsèquement locaux, mais dont la portée peut être plus ou moins grande. Dans le débat sur l'action publique en Afrique, elle questionne les approches par les « champs », les « arènes » et la « délivrance des services publiques », pour en proposer une version plus articulée aux efforts de coordination des nombreux personnages et collectifs s'activant à y penser et produire des mondes orientés, au moins en partie, vers différentes conceptions du bien commun. Dans le débat sur les villes face aux transformations environnementales en cours, elle montre que, pour beaucoup, la catastrophe a déjà lieu, et que l'enjeu réside maintenant dans l'articulation et la prise en compte des éléments composant l'environnement

dans l'aménagement de villes vivables. Ce dernier, ni simple construit social ni donné mobilisable ou adaptable au besoin, apparait comme une entité capable de manifestations dont l'appréhension est, elle, socialement construite. Encore perçu comme l'alpha et l'oméga de l'adaptation aux changements environnementaux, l'action par l'infrastructure est pourtant assez mal armée pour ce faire, et en tout cas bien peu légitime aux yeux d'habitants dont la survie dépend des états de fait, souvent à leur désavantage, qu'elle charrie.

 A. Deboulet





Bezunesh Tamru  
Directrice de l'ED  
Sciences Sociales